

LE VÉRIDIQUE

OU COURIER UNIVERSEL.

Du 15 VENDÉMAIRE, an 5^e. de la République française.
(Jeudi 6 OCTOBRE 1796, vieux style.)

DICERE VERUM QUID VERAT?

Condition imposée au pape par le directoire de retracter les brefs rendus contre la constitution civile du clergé, — Relation extraite des gazettes allemandes de la prise du fort de Kell par les autrichiens. — Occupation des villes de Constance et de Bregentz par les autrichiens. — Reprise de ces deux villes par les français, après un combat long et meurtrier. — Mort de Colot-d'Herbois. Arrivée à Paris du ministre plénipotentiaire anglais. — Motion du député Riou tendant à faire poursuivre l'auteur d'un journal.

NOUVELLES DIVERSES. ITALIE.

Rome, 31 août. (14 fructidor.) Depuis l'arrivée à Paris de l'envoyé du pape, l'abbé Pierrachi, on espéroit qu'à la faveur de la médiation de l'Espagne, la paix seroit bientôt conclue, lorsque, le 23, on vit arriver un courrier expédié par l'abbé Pierrachi, qui mandoit que le directoire, pour préliminaire de la négociation, demandoit une rétractation des brefs dans la forme suivante : « Comme quelques ennemis communs ont surpris à ma religion des brefs qui, par leurs principes et leurs effets, sont contraires aux droits des nations, je les désapprouve et les révoque. Signé Pie VI » Le pape, avant de prendre une résolution, fit rassembler, le soir, dans le palais apostolique, une congrégation composée des douze cardinaux Albani, doyen du sacré collège, Antonelli, Caraffa di Trajetto, Zelada, Gerdil, Joseph Doria, Busca, secrétaire d'état; Antici, Roverella, delle Somaglia, Altieri, et Corandini. La congrégation fut d'un avis unanime, et trouva la demande inadmissible; cependant elle ne décida rien, ajournant la discussion à un autre tems.

Malgré les nouveaux obstacles qui s'opposoient à la conclusion de la paix, le pape, le soir même où il tint cette congrégation, fit partir un demi-million pour payer la contribution convenue avec les français; il voulut prouver par cette conduite que ce n'étoit point l'intérêt qui l'empêchoit d'accorder leur demande.

Aujourd'hui, vers six heures, est arrivé un courrier expédié par le général Buonaparte, du quartier-général de Milan, au chevalier Azzara. Il a apporté aussi des dépêches pour le citoyen Cacaot, agent de la république française. Le ministre espagnol est allé chez le pape, avec lequel il a eu une longue conférence. On croit qu'il partira de nouveau pour le camp français, accompagné du prélat Galeppi, et qu'il tâchera de renouer la négociation.

A L L E M A G N E.

Vienne, le 14 septembre.

Les nouvelles agréables arrivées successivement de nos armées du Rhin, ont comblé de joie les fidèles

sujets de sa majesté; et comme chaque jour ne fait qu'augmenter le zèle patriotique de toutes les classes, l'ardeur guerrière de nos braves troupes, la noble émulation de leurs valeureux chefs, l'on est suffisamment fondé à s'attendre aux plus heureux résultats.

L'on mande d'Osen que le 12 de ce mois, il doit y avoir une assemblée générale des magnats de Hongrie pour fixer la contribution extraordinaire en argent qui doit être offerte à S. M., ainsi que le nombre de troupes nouvelles qui doivent marcher contre l'ennemi. L'on sait déjà d'avance que la première sera de 4 millions de florins, et que les braves hongrois mettront en campagne 60 à 80 mille hommes, dont une grande partie est déjà sur pied. Ces forces, réunies à 35 mille hommes que l'on se propose de tirer de l'Autriche, outre 25 mille que fournira la Bohême, formeront une masse de renforts suffisans pour mettre nos armées en état de pousser avec énergie les nouvelles opérations que l'on se propose.

Le baron de Sternthal est arrivé de l'armée de Wurmser avec un rapport dont voici la substance : M. le feld-maréchal a garni soigneusement tous les passages par lesquels l'ennemi pourroit tenter de pénétrer. Certains motifs l'ont déterminé à porter la fleur de son armée vers le territoire vénitien, et de ce côté, nos troupes se sont déjà avancées jusqu'à Bassona, dans les environs de Padoue. Les vénitiens font le meilleur accueil aux autrichiens, tandis qu'ils détestent les français, et emploient secrètement tous les moyens de leur nuire.

Ulm, 17 septembre.

On a annoncé ici ce matin, que les impériaux s'approchoient de nos environs. En conséquence, tous les français qui se trouvoient en cette ville se sont mis en marche pour se rendre à Ebingen sur le Danube, où l'on assure qu'il se trouve, ainsi qu'à Riedlingen, un petit corps de troupes françaises. Les républicains occupent encore Donawerth; mais tout continue d'annoncer que l'armée française du général Moreau ne tardera pas à se replier sur le Brisgaw, avant que les impériaux, qui sont déjà maîtres de Kell et de Fribourg, aient réussi à lui couper toute communication avec la France.

Wurzburg, 18 septembre.

L'avis suivant, au public, vient d'être publié:
 « Par un effet de la bonté de M. le feld-maréchal-lieutenant de Starray, qui a envoyé ici un officier pour affaires, S. A. a été informée que, d'après le rapport d'un courrier expédié le 16 de ce mois du quartier-général de M. le général d'artillerie de la Tour, à S. A. R. l'archiduc Charles, ce général a passé le Danube, et a battu complètement le général français Moreau; l'ennemi a eu plus de 1000 hommes tués; on lui a fait beaucoup de prisonniers et pris beaucoup de canons. Ce même courrier annonçoit que le général Moreau avoit, à la vérité, détaché un corps qui s'étoit porté dans le pays d'Aichstatt, et s'étoit emparé de la capitale. Mais M. le général de Nauendorff s'étoit avancé bientôt après jusqu'à une demi-lieue d'Aichstatt, sans que le corps français s'en aperçut; il l'avoit chassé du pays d'Aichstatt; et au départ du courrier, il étoit encore occupé à le poursuivre. »

M. le feld-maréchal - lieutenant de Starray a fait en même-tems dire à S. A. que, d'après cet état de choses, le pays de Wurzburg n'avoit pas la moindre chose à craindre.

Stutgard, 20 septembre.

Les autrichiens attaquèrent les retranchemens de Kehl le 18 à 4 heures du matin, et les deux bataillons d'Archiduc Ferdinand les emportèrent à la bayonnette. A sept heures ils étoient maîtres de tous les retranchemens, et du village et fort de Kehl, et avoient fait 800 prisonniers, et tué ou blessé 1200 hommes: tous les équipages des français tombèrent au pouvoir des autrichiens, ainsi que les canons et les munitions. Mais le lieutenant - colonel et le major d'Archiduc Ferdinand, ayant été tués dans l'action, les soldats s'amuserent à partager le butin et à boire; l'on ne pensa pas à détruire le pont. A midi, les français ayant reçu un renfort de 3000 hommes, tombèrent à l'improviste sur cette troupe, et protégés par une nombreuse artillerie de la rive gauche du Rhin, reprirent le fort, presque sans combat; les autrichiens n'eurent pas le tems de se former, et ils abandonnèrent en désordre le poste important, dont la prise devoit avoir tant d'influence sur l'issue de cette campagne. On porte à 3 ou 400 hommes le nombre des autrichiens tués ou blessés. Le reste des troupes employées à cette expédition, se replia sur Bischen, ou étoit encore hier le quartier-général. Les français ont établi 2 ou 3 mille hommes dans la vallée de la Kinzig. Il se confirme que les paysans de cette vallée se sont armés; qu'ils ont enlevé aux français 16 pièces de canon; qu'ils se sont mis à la poursuite de 10 gros chariots chargés qui, sous l'escorte de 400 chasseurs, avoient déjà franchi les montagnes de la forêt Noire, mais qui ne savent plus où se diriger, étant entourés de toutes parts.

Les habitans du Ver-Alberg ne traitent pas mieux les français, et tuent tous ceux qui s'écartent. Le général Paillard est réduit à se défendre à Bregentz, où il n'a plus que deux bataillons.

Le général Moreau étoit encore le 16 sur la rive gauche de Lech; les dernières lettres d'Ulm portent que les bagages de l'armée française se dirigent par le Haut-Danube, vers le lac de Constance. Il est certain que l'aile gauche de l'armée de Moreau a passé sur la rive gauche

du Danube, et a levé des contributions dans l'évêché d'Aichstatt; mais elle quitta Aichstatt le 15, à l'approche de M. de Nauendorff. Le général Moreau doit se trouver dans un grand embarras, par la crainte de manquer de munitions, et de se voir attaqué à dos par le général de Petrasch. On apprend que ce général autrichien a fait occuper le Kniebis et les défilés de la forêt Noire sur la rive droite de la Kinzin; et il envoie dans nos environs un corps de troupes, dont l'arrivée est annoncée par des hussards qui sont entrés aujourd'hui dans notre ville.

L'assemblée provinciale du duché de Wirtemberg est différée; l'assemblée du cercle de Suabe convoquée à Ulm, vient aussi de se séparer.

On écrit de Feldkirch, en date du 14, qu'on y a reçu d'Inspruck la nouvelle de la prise de Betzen par le général Buonaparte.

P. S. Le général Moreau avoit, le 15, des troupes vers Kempten, où elles avoient essuyé une attaque, dont l'issue fut à l'avantage des autrichiens. Le 16 et le 17 il faisoit défiler des troupes vers son aile droite à Schwab-Munche, et paroisoit vouloir se rapprocher du Tirol, ou peut-être du lac de Constance. Les autrichiens occupoient le 17 Neubourg, Achia, Friedberg et Landsberg, sur la rive droite du Lech.

Du 21. Le général de Nauendorff, qui marche contre l'aile gauche des français, sur la rive gauche du Danube, avoit le 17 son avant-garde à Papenheim. On a été allarmé pendant quelques jours dans la Franconie, parce qu'on y avoit répandu le bruit, d'ailleurs peu croyable, que le général Moreau prendroit sa retraite par ce pays. On vient de démentir ce faux bruit, par des avis publiés à Wurzburg, et l'on ajoute que pour rassurer entièrement les habitans de la Franconie, S. A. R. l'Archiduc Charles a donné l'ordre de former un corps d'observation de 18 mille hommes, depuis Cangenfeld jusqu'à Papenheim, pour couvrir Nuremberg. Les troupes qui arrivent successivement de la Bohême, doivent faire partie de ce corps, pour lequel il a été ordonné des fourages et des vivres dans le pays.

Constance, 21 septembre.

Samedi dernier, tout fut tranquille ici. Le dimanche, à six heures du matin, il ne se se trouva plus aucun républicain dans Bregentz. Les français avoient embarqué la nuit précédente, tous leurs malades, blessés, munitions, etc. et s'étoient retirés dans le plus grand silence, se repliant en hâte sur Langenargen, où ils reçurent un renfort inattendu de 900 à 1000 hommes. Les autrichiens, en poursuivant l'ennemi, furent surpris par un corps de français qui s'étoit caché dans les vignes et broussailles: ils se défendirent avec vigueur jusqu'à la nuit, mais durent se replier. Le lendemain au matin, il se donna près de Lindau une action fort vive, dans laquelle les impériaux, fort inférieurs en nombre, eurent le dessous; les français rentrèrent ensuite dans Bregentz. Hier et avant-hier, nous avons encore entendu de vives canonnades. On prétend que les français se sont avancés jusqu'au-delà de Feldkirch; ce qui indiqueroit qu'ils se proposent de repousser les autrichiens derrière les gorges du Tirol.

PARIS, le 14 vendémiaire.
 La nouvelle de la victoire remportée par le général

Beurnonville sur l'archiduc Charles ne s'est point confirmée .

On assure que le mitrailleur de Lyon, l'exécrable Colot-d'Herbois, est mort à la Guyanne.

M. Jackson, ministre plénipotentiaire d'Angleterre est arrivé aujourd'hui à Paris.

Des gazettes annoncent que la cour de Berlin commence à s'entendre avec celle de Pétersbourg, de Vienne et de Londres. Si cela est ainsi, de quels orages nous sommes encore menacés ! Quelles guerres effroyables vont encore désoler la France et moissonner les français ! Quel sera le terme, quelle sera l'issue de tant de calamités ? Serions-nous destinés à une guerre d'extermination, comme on en a ouvert l'avis dans une des salles de Westminster ? Une lettre particulière, anonyme et sans date de l'armée de Sambre et Meuse, insérée parmi les articles non officiels du Rédacteur, journal officiel, combat ces présages sinistres, et donne la plus riante idée de notre situation politique et guerrière. Le seul échec que nous ayons éprouvé, si cela peut s'appeler ainsi, est la retraite en bon ordre d'un corps de 5000 hommes, attaqué par 30,000 autrichiens, et il ne s'est pas égaré un seul homme de ce corps assailli par des forces si supérieures. Ce fait tient du prodige. L'impératrice de Russie ne songe à rien moins qu'à envoyer des secours à l'empereur. Elle s'intéresse trop à l'abaissement de la maison d'Autriche pour faire une si grande faute.

Pendant des nouvelles particulières, et même publiques, ont donné comme certaine la marche des russes, et ont tracé leur itinéraire. Sous peu de jours le fait ne peut manquer d'être éclairci.

Le rédacteur de l'Impartial Européen a été incarcéré à Bruxelles, pour avoir copié dans sa feuille quelques articles des journaux de Paris, et ne peut réussir à se faire juger.

Je ne sais quel journaliste disoit dernièrement que la constitution prenoit tous les jours possession de nous. C'est le gouvernement qu'il auroit fallu dire ; et pour nous mieux posséder il nous met en lieu de sûreté assez fréquemment, comme on voit.

Le despotisme s'empare plus aisément des extrémités que du centre d'une république. On a bien fait emprisonner à Paris pour avoir copié littéralement un journal étranger, mais non pas des journaux français. A Bruxelles on va plus loin, et on embastille celui qui répète ce qui s'écrit à Paris, sous les yeux du gouvernement, et ce qui n'a peut-être excité, ni sa censure, ni son mécontentement. A Paris du moins on suit jusqu'à présent, avec assez de ponctualité, la loi du 29 germinal dernier, qui ordonne de juger, toute affaire cessante, sous peine de forfaiture, les accusations relatives à la licence de la presse.

Nous recevons cet Impartial Européen qui nous a paru écrit avec sagesse, modération, circonspection même, et tout-à-fait digne du titre qui le désigne.

Nous regrettons que les bornes de notre feuille ne

nous permettent pas d'y insérer un article charmant sur les effets de la peur, que nous trouvons dans les Nouvelles-Politiques. Nous en donnerons du moins un extrait, en priant l'auteur de nous pardonner tout ce que l'analyse lui ôtera de grâces et d'agrémens.

Il oppose d'abord le courage de nos armées à la pusillanimité des citoyens. « Qui sont ceux qui nous font trembler ? Sont-ce des hommes imposans par des conceptions profondes ; séduisans par des discours enchanteurs, dont le génie commande la déférence, dont l'éloquence répand l'illusion et l'ivresse. Ce sont quelques sophistes de la classe la plus délirante et la plus inepte, quelques déclamateurs qui n'ont pas même le langage vulgaire, et qui avoient été obligés de se forger, comme les voleurs, une espèce d'argot inintelligible, inconnu à tous les siècles, et répugnant à tout être moral ».

L'auteur entre dans quelques détails sur cette nouvelle espèce d'éloquence ridicule autant que spoliatrice et sanguinaire, dont on ne peut parler sans se rappeler Barère : « Eh bien ! s'écrie-t-il, Barère étoit un soleil auprès des Tallien et des Louvet qui péroroient sur des trétaux, rassembloient des laquais au Marais, et imprimoient sur les murailles ».

C'est la peur qui soutient encore cette fatale éloquence : « Bar ! quoi ! tout le monde a peur en France ; les jacobins osent par peur et par peur on n'ose les punir ; la peur empêche les véritables moteurs de se produire à la tribune, et il y en a un qui garde depuis quatre ans l'attitude d'Harpostrate, le dieu du silence, toujours le doigt sur la bouche ; mais la peur leur donne de complaisans rédacteurs et rapporteurs qui débitent effrontément des discours dont ils rougissent eux-mêmes ; la peur commande au prêtre Drulhe de faire peur aux prêtres, en taisant peur d'eux à la république ».

L'ingénieux écrivain raconte de la manière la plus piquante l'histoire secrète de ce rapport de Drulhe ; il peint la montagne qui demande la loi ; le ventre qui n'ose se joindre au nouveau tiers, l'affaire enseveli pendant quatre mois, et le rapport fait aux anciens par la commodité d'une peur plus grande qu'avoit donnée une nouvelle conspiration des jacobins ; enfin Portalis assiégré le matin de ce rapport par 80 membres des anciens qui lui confessoient qu'ils avoient peur des prêtres. Tout ce morceau est de la plus délicate plaisanterie, Pascal ne l'auroit pas désavoué.

C'est à la peur que nous devons encore les diatribes de Riou et Bailloul ; ils ont parlé par peur et par peur on les a écoutés.

C'est ainsi qu'un écrivain plein de grâce et d'esprit s'est chargé de faire contre la peur cette satire que nous votions tous il y a deux ans, à-peu-près comme Scaron qui disoit, avant que le hoquet l'emportât, si j'en reviens, je ferai une belle satire contre le hoquet ; nous les remercions au nom de tous les peureux.

SUR LES ÉLECTIONS.

Ce titre est celui d'un article de Louvet, dans lequel il combat l'avis donné au directoire par Lezai, de se conformer au vœu du peuple, à l'opinion générale, de ne chercher ni à enchaîner, ni à corrompre les élections.

Louvet, dans une lettre qu'il se fait écrire, dit qu'il y a un milieu entre *corrompre* ou *enchaîner*, et que le gouvernement doit *éclairer*, il n'a pas osé dire influencer, les élections; mais s'il n'a point prononcé le mot, il a bien exprimé la chose. Il veut donc que le gouvernement *éclaircisse*, au terme des élections, *éclaircisse sans relâche les citoyens sur leurs choix*, il s'écrie: *Qu'au nom de la patrie, il ne les abandonne pas qu'il tienne le peuple en éveil, qu'il stimule les écrivains, qu'il surveille les élections.*

Les choix du gouvernement, depuis qu'il existe, ont été en général si malheureux et si funestes, qu'on pourroit faire quelque difficulté de le consulter ou de suivre son avis sur ceux qui appartiennent au peuple. Le gouvernement, comme tout particulier, a le droit incontestable de donner des avis sur les élections, mais on a tout aussi incontestablement celui de s'en écarter. On peut répondre à ses monitions: Il falloit nous prêcher d'exemple. Ce que le gouvernement pourroit faire de mieux ce seroit de ne rien faire; car, comme il a cassé la plupart des élections du peuple, comme il les a remplacées d'une manière détestable, il pourroit arriver qu'on rejetât de bons conseils, précisément parce qu'ils viendroient de lui. Ce qu'il doit faire, c'est de tâcher de mériter la confiance du peuple par une sage administration.

C'est un conseil imprudent à donner aux gouvernans que celui de stimuler les écrivains; c'est par une semblable stimulation que Brienne renversa le gouvernement dont il étoit le ministre.

Louvet exhorte le directoire à tourner les yeux vers les *hommes honnêtes, qualité fort différente de celle d'honnêtes gens*; oui sans doute la différence est grande; il n'est pas permis de l'ignorer, mais elle est à l'avantage de ceux-ci. Les hommes honnêtes sont ceux dont la politesse, le ton, les formes, les manières concernent l'éducation; les honnêtes hommes ou les honnêtes gens sont ceux qui se recommandent par les bonnes mœurs et la probité; cette distinction est triviale, elle a été faite cent fois; comment se peut-il que Louvet ait la bêtise de préférer l'homme honnête à l'honnête homme, c'est-à-dire l'écorce au tronc de l'arbre, l'enveloppe au fruit, une qualité moindre à une qualité supérieure? cet abus des mots, cette confusion des choses est une suite de la frénésie jacobite, qui ne sachant plus sous quel prétexte massacrer et assassiner, qui ayant épuisé toutes les dénominations en *istes*, eut l'imaginable impudence de faire instituer de proscription de celui d'honnêtes gens, comme cet athénien hébété condamnoit Aristote à l'exil, parce qu'il étoit fatigué de l'entendre appeler le *juste*.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Séance du 14 vendémiaire.

Réal par motion d'ordre, expose qu'autant le rejet de la résolution tendante à recevoir en paiement du dernier quart des domaines nationaux, les bons donnés en restitutions des biens des condamnés, lui a paru nécessaire et juste, autant il pense que ces différentes créances peuvent être avec avantage reçues en paiement des acqui-

(4)
sitions futures des biens qui seront vendus à l'enchère, et il demande que le projet déjà présenté à cet égard, soit reproduit demain à la discussion. Adopté.

Riou donne la seconde lecture du projet de résolution relatif à la loi du 3 brumaire; et après en avoir demandé acte, ce qui lui a été accordé dans le dernier comité général, dit-il, on dénonça le n^o. 347 du Courier des armées et du corps législatif, qui contenoit un parallèle entre l'ancien et le nouveau régime, dont le but étoit de faire regretter la royauté et haïr la république: vous arrêtales qu'un message fût fait au directoire pour lui demander d'en poursuivre l'auteur, mais le membre qui vous a fait cette proposition ne l'a point rédigée.

Riou présente en conséquence un projet de résolution tendant à ce que le directoire fasse poursuivre l'auteur du journal dénoncé. Le projet est adopté.

Les citoyens qui tiennent maisons garnies à Paris adressent de nouvelles réclamations au conseil pour être déchargés du paiement du dixième de leurs locations, en observant qu'ils se soumettent sans murmurer au droit de patentes; mais qu'il leur seroit extrêmement onéreux de payer le loyer d'appartemens qui le plus souvent ne sont point occupés. Renvoyé à la commission des finances.

Sur le rapport de Julien Souhait, le conseil arrête qu'il sera fait un message au directoire, pour lui demander un compte général, circonscrit: 1. des liquidations de toute nature terminées au premier vendémiaire. 2. Des liquidations restantes à faire. 3. De celles tombées en déchéances. 4. Des liquidations susceptibles d'être portées au grand livre, et pour l'inviter à envoyer, tous les 3 mois, au conseil, un pareil compte avec distinction des opérations du trimestre précédent.

Camus, au nom de la commission des dépenses, fait adopter deux projets de résolution: le 1^{er} met une somme de 27 millions à la disposition du ministre de l'intérieur pour les dépenses de ce département. Le 2^e tend à assuser le paiement des rentes ordonné par la loi du 5^e jour complémentaire, et porte que pour l'effectuer la trésorerie nationale distraira un sixième des rentrées des contributions ordinaires.

Thibaut reproduit à la discussion les divers projets déjà présentés sur la fabrication des monnoies. Il annonce que cette fabrication s'élèvera cette année à 50 millions; mais que la paix avec l'Espagne, nos traités avec quelques princes d'Allemagne, nous offrent l'espoir de l'augmenter, et que déjà des négociations sont faites par le gouvernement pour se procurer des piastres, des portugaises ou des lingots d'or et d'argent.

Thibaut donne alors lecture des projets de résolution. Villers demande qu'avant de rien statuer, le conseil adresse au directoire un message à l'effet d'en obtenir les renseignemens nécessaires sur les réformes qu'il convient d'opérer dans les hôtels des monnoies, et sur les meilleures manières de les administrer.

Après quelques débats le conseil ordonne l'ajournement de la discussion.

Cours des Changes du 14 vendémiaire.

Mandat 4 5